

BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 1 juillet 2024

Nous rappelons à notre cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers sa [page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

LE CHIFFRE A RETENIR

35 %

C'est la proportion des rémitances envoyées par la diaspora d'Afrique Subsaharienne captée par le Nigéria en 2023.

Nigéria :

Les flux de capitaux entrants au Nigéria sont chiffrés à 3,4 Md USD pour le premier trimestre 2024 ; Les échanges commerciaux entre l'Union européenne (UE) et le Nigéria atteignent 35 Md EUR en 2023 ; Le Gouvernement de l'Etat de Lagos a commencé les travaux de deux pôles d'échanges à Mile 2 et Marina, cofinancés par l'AFD ; Le président Tinubu signe un décret supprimant les droits de douane et la TVA sur les importations de produits pharmaceutiques.

Ghana :

Le conseil d'administration du FMI salue les progrès accomplis par le Ghana et autorise le décaissement de 360 M USD ; Transferts de fonds de la diaspora, le Ghana se classe 2e en Afrique subsaharienne, avec 4,6 Md USD en 2023.

Nigeria

Les flux de capitaux entrants au Nigéria sont chiffrés à 3,4 Md USD pour le premier trimestre 2024

Pour les trois premiers mois de l'année, les flux de capitaux en direction du Nigéria ont été estimés à 3,4 Md USD par le Bureau national des statistiques nigérian (NBS) [selon les données publiées lundi](#). Ainsi, ces flux accusent une hausse trimestrielle de 210 %, et une augmentation de 198 % en glissement annuel. En termes de composition, les investissements de portefeuille occupent la place la plus importante avec 61,5 % des importations de capital, soit 2,1 Md USD, essentiellement sous la forme d'achats d'instruments financiers de court-terme du marché monétaire (1,6 Md) ainsi que des investissements obligataires (0,4 Md). En effet, la rentabilité de ces actifs financiers a été favorisée par le cycle de resserrement monétaire, avec des instruments de dettes qui offrent désormais des rendements plus attractifs, et la réforme du taux de change, permettant de recevoir une potentielle plus-value sur les fluctuations de devises avec la réduction significative de l'écart entre le taux de change officiel et parallèle. Cependant, la nature spéculative de ces investissements pourrait poser le risque d'une fuite rapide et importante de ces capitaux en cas de retournement du cycle conjoncturel, ce qui a été le cas pour plusieurs pays émergents suite à la succession des crises depuis 2022. Par ailleurs, les investissements directs à l'étranger (IDE) ne représentent que 3,5 % de ces flux de capitaux, soit un faible montant de 0,1 Md USD en baisse trimestrielle de 35,2 %, pointant ainsi une faiblesse encore prégnante au niveau de l'attractivité du pays.

En termes de composition sectorielle des importations de capitaux, le secteur financier occupe la première position en matière d'attraction de flux, avec 2,1 Md soit 61,2 % du total des capitaux entrants pour le premier trimestre. Pour autant, plus d'un tiers de ces capitaux sont captés par Stanbic IBTC Bank, suivie par Citibank et Rand Merchant Bank qui reçoivent chacune près d'un sixième des flux : trois grandes banques concentrent donc près de 70 % des flux du secteur. Enfin, Lagos [demeure la destination principale des capitaux](#) au Nigéria avec 2,8 Md USD de flux, soit 82,4 % du total des flux entrants, suivi par Abuja avec 0,6 Md USD (17,6 %).

Les échanges commerciaux entre l'Union européenne (UE) et le Nigéria atteignent 35 Md EUR en 2023

Le total des échanges commerciaux entre le Nigéria et l'UE se montent à 35 Md EUR en 2023, faisant de l'UE le [premier partenaire commercial du géant africain](#) selon Samuela Isopi, ambassadrice de l'UE auprès du Nigéria et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). L'UE représente 34,6 % des exportations du pays, ce qui en fait son premier client, et 20,6 % de ses importations, soit le deuxième fournisseur du pays après la Chine. Encore aujourd'hui, les hydrocarbures, notamment les produits pétroliers et gaziers, occupent une place prépondérante dans le commerce entre les deux ensembles. L'UE est également l'un des principaux investisseurs du Nigéria avec un stock d'investissements directs à l'étranger (IDE) qui s'élève à 26 Md EUR, près d'un tiers des IDE totaux du pays, avec plus de 230 entreprises européennes présentes sur le territoire. En marge du forum d'affaires UE-Nigéria, qui s'est tenu à Abuja mardi, l'ambassadrice de l'UE auprès du Nigéria et de la CEDEAO a également réitéré l'importance du partenariat entre le Nigéria et l'UE, de la promotion d'un développement économique durable, et l'évolution des investissements dans le pays qui ne sont plus centrés autour des industries extractives et contribuent de manière significative au tissu industriel nigérian.

Le Gouvernement de l'Etat de Lagos a commencé les travaux de deux pôles d'échanges à Mile 2 et Marina, cofinancés par l'AFD

Le Gouvernement de l'Etat de Lagos (LASG) a annoncé cette semaine le début [des travaux concernant les pôles d'échanges à Mile 2 et Marina, deux points de transits majeurs à Lagos pour les navettes et le transport de marchandises](#). Cofinancé par l'Agence française de développement (AFD), en collaboration avec l'Autorité de transports de la région métropolitaine de Lagos (LAMATA), ce projet vise à améliorer les transports publics et à réduire le temps de trajet à Lagos, en intégrant et assurant une connectivité entre les transports ferroviaires, fluviaux et routiers. La construction de ces deux pôles d'échange s'inscrit au sein du programme de développement T.H.E.M.E.S+, qui met l'accent sur la gestion du trafic et le transport au sein de l'État de Lagos.

L'amélioration des transports publics est une priorité essentielle pour la ville la plus peuplée d'Afrique. En effet, les embouteillages, ou « go-slows », font partie de la vie quotidienne des habitants. Selon un rapport publié en 2023 par l'Institut de recherche nigérian Danne, le Lagosien moyen passe près de 2,21 heures par jour à faire la navette, et les embouteillages coûteraient à l'économie de la ville près de 2,5 Md USD chaque année.

Le président Tinubu signe un décret supprimant les droits de douane et la TVA sur les importations de produits pharmaceutiques

Le président Bola Tinubu a signé un décret visant [à supprimer des droits de douane, droits d'accise et la TVA sur les équipements médicaux et les matières premières pharmaceutiques](#). Cette mesure vise à soutenir la production locale de produits de santé essentiels du pays. Les articles couverts par cette directive comprennent par exemple les ingrédients pharmaceutiques actifs (IPA), les excipients et d'autres matériaux essentiels à la production de médicaments, de seringues, de moustiquaires imprégnées d'insecticide de longue durée (MILD) et de kits de diagnostic rapide. Le service des douanes du Nigéria, l'Agence nationale pour l'administration et le contrôle des aliments et des médicaments (NAFDAC), l'Organisation des normes du Nigéria (SON) et le Service fédéral des impôts (FIRS) sont chargés d'assurer sa mise en œuvre, avec des dérogations et des exemptions spéciales valables pendant deux ans. Cette initiative doit permettre au pays de revitaliser le secteur de la santé, de créer des emplois, mais surtout de réduire les coûts des soins, en réduisant la dépendance aux importations de médicaments et d'équipements médicaux. Selon les données du Bureau national des statistiques nigérian (NBS), ces importations se chiffrent à 59,6 M USD au premier trimestre 2024, contre 42,2 M USD au dernier semestre 2023, soit plus de 40 % d'augmentation.

Ghana

Le conseil d'administration du FMI salue les progrès accomplis par le Ghana et autorise le décaissement de 360 M USD

[Ce versement portera le total des décaissements au titre de l'accord de facilité élargie de crédit signé entre Accra et l'institution financière multilatérale en mai 2023 à 1,56 Md USD](#). L'évaluation, lors de la seconde revue du FMI menée en juin 2024, de la performance du Ghana dans le cadre de ce programme, a été particulièrement positive. Selon le Fonds, tous les critères quantitatifs de performance pour la deuxième revue et presque toutes les cibles indicatives ont été atteintes.

Des progrès significatifs ont ainsi été réalisés dans plusieurs domaines clés, notamment en matière de recettes fiscales. Cependant, malgré des perspectives de croissance bien orientées pour 2024, le FMI a souhaité mettre en garde contre les risques potentiels de dérives, liées en particulier aux prochaines élections présidentielles de décembre, en soulignant la nécessité d'une continuité dans les réformes engagées, la mobilisation pour poursuivre l'amélioration

des recettes nationales et un meilleur contrôle des dépenses publiques.

Le FMI recommande au Ghana de se concentrer également sur la finalisation de la restructuration complète de sa dette souveraine comme privée. Le Fonds souligne enfin la nécessité de maintenir une politique de resserrement monétaire stricte pour lutter contre l'inflation, d'améliorer le taux de change tout en mettant en œuvre les plans de recapitalisation des banques afin de garantir la stabilité du secteur financier.

Selon le FMI, le Ghana suit un cap de sortie de crise plus rapide que prévue qu'il convient absolument de maintenir dans la durée.

Transferts de fonds de la diaspora, le Ghana se classe 2^e en Afrique subsaharienne, avec 4,6 Md USD en 2023

[Selon le dernier rapport 2024 de la Banque mondiale sur les migrations et le développement, le Ghana est le deuxième plus grand bénéficiaire d'envois de fonds en Afrique subsaharienne en 2023,](#) avec un montant estimé à 4,6 Md USD provenant des ghanéens établis à l'étrangers. Le Nigeria occupe la première place avec un total de 19,5 Md USD. Malgré une légère baisse globale des flux d'envois de fonds vers la région, le cas du Ghana souligne l'importance de ces transferts dans l'économie du pays. La Banque mondiale note ainsi que les flux d'envois de fonds vers l'Afrique subsaharienne sont presque 1,5 fois supérieurs aux flux d'investissements directs étrangers (IDE) en 2023, et qu'ils sont relativement plus stables dans la durée.

A noter néanmoins qu'au cours des huit dernières années, les données publiées par la Banque mondiale diffèrent de celles de la Banque du Ghana. Alors que la Banque mondiale a enregistré un total de 27,6 Md USD d'envois de fonds au Ghana entre 2016 et 2022, les rapports de la Banque du Ghana sur la même période ne comptabilisent que 22 Md USD, soit un écart de plus de 5 Md USD.

Cet écart pourrait s'expliquer par le fait que, jusqu'en 2023, la Banque du Ghana ne recueillait les informations qu'après des 23 banques ghanéennes répertoriées, excluant ainsi les autres institutions FinTech facilitant les transferts de fonds. En 2023, ces entités ont permis des transferts d'une valeur de 57 Md de GHS (3,7 Md USD). En tenant désormais compte de ces nouvelles solutions digitales pour transférer rapidement des fonds, le gouvernement ghanéen sera en mesure de comptabiliser plus précisément les transferts de fonds dans les années à venir.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

mohamed.elguindi@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : mohamed.elguindi@dgtresor.gouv.fr